

Troisièmement, il autoriserait l'AEIE à entreprendre un programme d'examen périodiques de la performance de chaque grande succursale canadienne de sociétés étrangères dans des secteurs clés comme la recherche et le développement et les exportations.

Si on ajoute à toutes ces dispositions prises par le gouvernement et à d'autres éléments, notre taux de change avantageux, je crois que nous avons là la combinaison susceptible de relancer l'économie canadienne, ce qui est notre tout premier objectif pour les années 80.

En outre, contrairement aux conservateurs qui préfèrent invariablement l'inaction et qui font de coûteuses maladresses lorsqu'ils se décident à agir, nous ne nous sommes pas contentés d'attendre que notre politique de développement industriel soit parfaitement au point, nous sommes plutôt allés de l'avant chaque fois que les mesures accessibles n'étaient pas trop risquées. Par exemple, c'était le cas lorsque nous avons mis en œuvre un programme d'aide au développement de l'industrie de l'électronique. Par conséquent, ces quatre derniers mois, nous avons donné aux Canadiens la preuve décisive qu'ils avaient fait un bon choix en se débarrassant des conservateurs pour élire un gouvernement libéral majoritaire, le 18 février dernier.

● (1650)

**Des voix:** Bravo!

**M. Gray:** Nous avons réussi à convaincre les Canadiens que le gouvernement au pouvoir est sensible à leurs problèmes, n'a nulle intention de cesser de jouer un rôle central, voire national, au chapitre de l'expansion de l'économie et qu'il est disposé à prendre des mesures immédiates lorsque l'intérêt public l'exige.

Au premier plan des initiatives de notre gouvernement, il faut compter les efforts heureux, conjugués avec ceux des autres Canadiens, que nous avons déployés pour affronter la menace que posait pour notre union politique le référendum du Parti Québécois. Ce référendum a clairement démontré que la majorité des Québécois tiennent à faire partie du Canada et ne souhaitent pas tourner le dos aux autres Canadiens avec lesquels ils partagent un passé riche et avec lesquels ils peuvent envisager un avenir prospère et plus heureux. Voilà, à mon sens, le principal message du référendum et nous devrions nous en réjouir, particulièrement du fait que cette victoire doit être attribuée en bonne partie un rôle de la déclaration faite par les libéraux fédéraux au sujet de notre avenir économique.

Mais le référendum en lui-même n'a pas répondu, ni n'aurait pu le faire, à une foule d'autres questions d'importance pour le maintien de la viabilité du Canada à titre de nation souveraine, vigoureuse et saine en matière économique. Par exemple, il ne nous a pas dit si les Canadiens, dans chacune des régions, souhaitaient que le Canada soit plus vaste que la somme de ses parties ou simplement égal à cette somme, même si, d'après moi, mes compatriotes voudraient, à mon instar, que le pays dispose d'un objectif national et soit doté d'un gouvernement national fort. Le référendum ne nous a pas révélé que nos différends très concrets pouvaient être conciliés dans un fédéralisme renouvelé et suffisamment fort pour répondre aux défis politiques et économiques des années 1980. Mais, pour ma part, j'estime qu'il est possible de réussir dans cette

### *Développement économique*

entreprise. Voilà les défis que cherche à relever le gouvernement au cours de cette période de discussions d'ordre constitutionnel. Aussi, la sauvegarde et l'expansion de notre union économique acquièrent-elles une importance cruciale.

Monsieur l'Orateur, j'ai déjà fait allusion aux retombées industrielles du nouvel avion chasseur et de l'aide consentie à la Chrysler, car elles sont révélatrices de la façon dont notre gouvernement est disposé à prendre des décisions que son prédécesseur a été incapable ou peu désireux de prendre dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Pour terminer, je tiens à dire que les réussites déjà obtenues en matière de développement industriel constituent la base solide d'une ample action à déployer dans le cadre d'une politique nationale de développement qui soit à la fois globale et intégrée. Avec la politique que nous avons adoptée et commencé à appliquer, avec l'action que nous allons entreprendre, nous allons créer des emplois et favoriser la croissance dans l'ensemble du Canada. Nous voulons, nous allons construire un Canada meilleur pour tous les Canadiens et je pense que nous sommes en voie d'y arriver.

**Des voix:** Bravo!

**M. Taylor:** Puis-je poser une question au ministre?

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Le ministre autorise-t-il une question?

**M. Gray:** Avec plaisir, si le temps le permet.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Cela exige le consentement unanime de la Chambre. La Chambre est-elle d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**M. Taylor:** J'aimerais demander au ministre si ce n'est pas là le même discours qu'il a fait il y a quelques années, la veille d'être saqué du cabinet?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Gray:** Non, monsieur l'Orateur. C'est le discours que j'ai fait quand j'ai voulu contribuer à faire saquer le député et son parti du gouvernement, avant qu'ils ne crèvent l'économie.

**Des voix:** Bravo!

**M. Rose:** Le ministre autorisera-t-il une nouvelle question?

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Encore une fois, il va falloir le consentement unanime.

**Des voix:** D'accord.

**M. Rose:** Le ministre a parlé des merveilles que vont produire les 3 milliards de dollars de retombées industrielles apportées par la commande de chasseurs F-18A. Considérant, d'après les chiffres qu'il a publiés dans un communiqué du 10 avril, que 47 p. 100 des retombées vont aller au Québec et 41 p. 100 en Ontario, ce qui ne donne que 12 p. 100 pour le reste du Canada, combien la Colombie-Britannique va-t-elle recevoir en fait de rebombées industrielles?

**M. Gray:** Les chiffres évoqués par le député découlaient d'une analyse de la répartition possible des avantages en fonction de l'implantation actuelle de l'industrie aérospatiale au Canada. Je m'emploie à ce que toutes les régions du pays, y compris la Colombie-Britannique, s'occupent activement de profiter des possibilités offertes par les retombées industrielles.